N° 462636
M. A... B...

4^{ème} chambre jugeant seule
Séance du 13 juillet 2023
Décision du 22 août 2023

M. Raphaël Chambon, rapporteur public
CONCLUSIONS

M. B... a porté plainte devant la juridiction disciplinaire ordinale contre M. C..., médecin qualifié en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique, lequel avait pratiqué une pénoplastie d'allongement et d'augmentation du volume de la verge, puis une seconde intervention dite de retouche et enfin une injection d'acide hyaluronique, à la suite desquelles il a été diagnostiqué comme présentant une neuropathie sensitive du nerf dorsal de la verge occasionnant des douleurs permanentes, le privant de toute vie sexuelle, cette situation l'ayant plongé dans un désarroi le conduisant à une hospitalisation en psychiatrie suivie de deux tentatives de suicide.

M. B... se pourvoit en cassation contre la décision par laquelle la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins a porté à deux ans dont un an assorti du sursis la durée de l'interdiction d'exercer la médecine infligée à M. C... par la juridiction de première instance, étant précisé que vous avez déjà refusé d'admettre le pourvoi que M. C... avait déjà formé contre cette décision (4 CJS, 22 juillet 2022, C..., n° 461696, 463174).

Les juges d'appel ont retenu à l'encontre du praticien de nombreux manquements déontologiques : la violation de l'obligation d'information inscrite à l'article R. 4127-35 du code de la santé publique, le fait de ne pas avoir limité ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité et à l'efficacité des soins ainsi que l'impose l'article R. 4127-8 du code, la proposition d'un procédé à tout le moins illusoire, en méconnaissance de l'article R. 4127-39 du code, le fait d'avoir fait courir à l'exposant un risque injustifié en méconnaissance de l'article R. 4127-32 du code, la dispense de soins qui ne sont pas consciencieux, ni dévoués contrairement à de l'article R. 4127-40 du code, la méconnaissance de l'interdiction faite au médecin d'effectuer tout acte de nature à procéder au patient un avantage matériel, injustifié ou illicite, tel que cela résulte de l'article R. 4127-24 du code, la méconnaissance de l'interdiction de toute fraude, abus de cotisation, indication inexacte des honoraires perçus et des actes effectués, inscrite à l'article R. 4127-29 du code et l'obligation tenant à ce que les honoraires du médecin ne peuvent être réclamés qu'à l'occasion d'actes réellement effectués, comme l'exige l'article R. 4127-53 du code.

Un article du journal Le Monde nous apprend que M. C... aurait été condamné à verser à M. B... la somme de 65 000 euros et qu'il aurait été mis en examen du chef de « blessures involontaires » et « tromperie sur une marchandise entraînant un danger pour la santé de l'homme ou de l'animal ».

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Il nous semble que vous devrez faire droit au pourvoi de M. B... dès qu'au moins un des moyens qu'il soulève est fondé.

Sont critiqués les motifs par lesquels la CDN a estimé que la communication par M. C... d'éléments médicaux susceptibles d'étayer l'affirmation selon laquelle M. B... présenterait une pathologie psychiatrique pouvant rendre compte de son attitude et du caractère exagéré de ses griefs, pour les besoins de sa défense dans le cadre de l'instance disciplinaire, ne constitue pas une violation du secret médical.

Vous jugez depuis longtemps que l'obligation pour le médecin de respecter le secret professionnel « a un caractère général et absolu et ne cesse que dans les cas déterminés par les dispositions législatives » (12 avril 1957, *Devé*, p. 266). La Cour de cassation le juge également en affirmant que « l'obligation au secret professionnel [...] s'impose aux médecins, hormis les cas où la loi en dispose autrement, comme un devoir de leur état [et] que, sous cette seule réserve, elle est générale et absolue » (Cass. Crim., 8 avril 1998, n° 97-83.656, Bull. crim., n° 138).

C'est aujourd'hui l'article L. 1110-4 du code de la santé publique qui dispose que le secret médical s'impose à tout professionnel intervenant dans le système de santé « *excepté dans les cas de dérogation expressément prévus par la loi* ». Vous admettez toutefois la légalité d'une atteinte au secret médical si elle est la conséquence nécessaire d'une disposition législative (1/4 SSR, 8 février 1989, *Conseil national de l'Ordre des médecins et autres*, n° 54494, aux Tables ; 4/1 CHR, 4 octobre 2019, *D...*, n° 405992, aux Tables).

Institué dans l'intérêt des patients, **le secret médical constitue une obligation déontologique pour le médecin** et couvre, selon l'article R. 4127-4 du code de la santé publique, tout ce qui est venu à sa connaissance dans l'exercice de sa profession, « *c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu, entendu ou compris* ».

L'irrespect du secret médical est par ailleurs pénalement sanctionné. L'article 226-13 du code pénal prévoit ainsi que la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire par profession est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende¹.

La jurisprudence, tant administrative que judiciaire, n'autorise pas en principe la levée du secret au seul motif qu'il serait susceptible d'être dévoilé à un professionnel lui-même astreint au secret (CE, Ass. 12 mars 1982, *Conseil national de l'ordre des médecins*, n° 11413, au Recueil ; CE, 4/1 SSR, 23 avril 1997, *Lévy*, n° 169977, au Recueil ; CE, 5/6 CHR, 27 octobre 2021, *Mme E...*, n° 433620, aux Tables ; Cass. Crim., 16 mai 2000, n° 99-85.304, Bull. crim. 2000, n° 192).

¹ L'article 378 du code pénal de 1810 prévoyait déjà une telle incrimination.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

La circonstance qu'un document soit produit dans le cadre d'une instance judiciaire ne permet en principe pas de déroger au caractère absolu de la protection.

Le juge administratif peut certes prendre en compte sans entacher sa décision d'irrégularité une pièce communiquée ou rendue publique en violation du secret médical (1/6 CHR, 2 octobre 2017, *F...*, n° 399753, aux Tables) mais cela n'exonère en rien la personne qui a violé le secret de sa propre responsabilité.

La Cour de cassation apporte néanmoins de longue date un tempérament au caractère absolu du secret professionnel justifié par la nécessité de le concilier avec la préservation des droits de la défense, en dehors de tout texte le prévoyant expressément. La chambre criminelle comme celles civile et sociales admettent ainsi qu'un professionnel de santé puisse révéler des informations pour défendre un intérêt professionnel dès lors que cette divulgation est strictement nécessaire pour l'exercice des droits de la défense ou n'apparaît pas disproportionnée au but poursuivi (Crim., 20 décembre 1967, n° 66-92.779, Bulletin n° 338 ; Crim., 11 mai 2004, n° 03-80.254, Bull. crim. 2004, n° 113 ; Crim., 24 avril 2007, n° 06-88.051, Bull. crim. 2007, n° 108 ; Soc., 30 juin 2004, n° 02-41.720, 02-41.771, Bull., 2004, V, n° 187 ; Soc., 31 mars 2015, n° 13-24.410, Bull. 2015, V, n° 68 ; 1re Civ., 18 mars 1997, n° 95-12.576, Bulletin 1997, I, n° 99).

Dans le dernier état de votre jurisprudence, issu de votre décision *E...* (5/6 CHR, 27 décembre 2021, n° 433620, aux Tables), vous vous inscrivez dans cette veine jurisprudentielle.

Vous avez réaffirmé clairement que la circonstance que des documents soient produits dans le cadre d'une instance judiciaire, à l'égard de personnes elles-mêmes soumises au secret professionnel, n'a pas, par elle-même, pour effet de soustraire la partie qui les divulgue au respect du secret médical.

Vous avez néanmoins, pour reprendre les termes de Cécile Barrois dans ses conclusions sur cette décision, ouvert une fenêtre étroite autorisant un professionnel de santé à déroger au secret médical lorsque les besoins de la défense du professionnel l'imposent strictement en jugeant que celui-ci ne s'expose pas à sanction si la transmission d'informations couvertes par le secret médical « est, dans le cadre de l'instance en cause, strictement nécessaire à la défense de ses droits par l'intéressé ».

Le requérant reproche à la CDN de n'avoir pas vérifié si la production d'éléments relatifs à sa santé mentale par M. C... était strictement nécessaire. Nous pensons qu'il a raison et n'admettons pas que cette recherche puisse être regardée, comme cela est soutenu en défense, comme ayant implicitement été conduite par les juges d'appel. Dès lors que le secret est le principe et la dérogation à ce secret l'exception, le juge doit nécessairement vérifier expressément et aussi clairement que possible si les conditions pour admettre une telle dérogation sont réunies.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Et si vous acceptiez de faire cette lecture indulgente de la décision querellée en prêtant un raisonnement implicite de la CDN sur ce point, vous devriez néanmoins la censurer car elle serait alors entachée de dénaturation. Il ne fait en effet aucun doute que la communication d'informations médicales selon lesquelles M. B... est atteint d'un trouble mental dit de « fonctionnement limite » sur un « mode anaclitique (situation de carence affective maternelle) », est en « quête de perfection et de l'estime de l'autre », d'un besoin d'un « étayage constant » pour « survivre » et de « l'incapacité à être seul » et se trouve sous traitement antipsychotique et anxiolytique, n'était absolument pas strictement nécessaire à la défense de ses droits par le praticien.

Ces informations n'ont strictement aucun rapport avec les fautes reprochées au médecin et leur communication tendait seulement à décrédibiliser l'auteur de la plainte en mettant sa démarche sur le compte de ses troubles psychiatriques. La circonstance avancée en défense devant vous que certains traitements antipsychotiques peuvent avoir des effets secondaires affectant les fonctions sexuelles est totalement hors sujet dès lors que ce n'est pas ce dont se plaignait M. B... et encore moins ce qu'il reprochait au praticien.

PCMNC à l'annulation de la décision attaquée, au renvoi de l'affaire à la chambre disciplinaire nationale, à ce que vous mettiez à la charge de M. C... le versement à M. B... de la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du CJA et au rejet des conclusions présentées par M. C... au même titre.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.